

Appropriation et organisation de l'espace forestier dans le Kodagu, montagne du sud de l'Inde

Béatrice Moppert

Citer ce document / Cite this document :

Moppert Béatrice. Appropriation et organisation de l'espace forestier dans le Kodagu, montagne du sud de l'Inde. In: Les montagnes tropicales : identités, mutations, développement. Table-Ronde, Bordeaux-Pessac, 27 et 28 novembre 1998. Bordeaux : Presses Universitaires de Bordeaux, 2001. pp. 395-408. (Espaces tropicaux, 16);

https://www.persee.fr/doc/etrop_1147-3991_2001_sem_16_7_1047

Fichier pdf généré le 24/05/2023

https://www.persee.fr/doc/etrop_1147-3991_2001_sem_16_7_1047

Résumé

Pays de moyenne montagne tropicale, le Kodagu est réputé pour la densité et la richesse de ses forêts. Cependant, cet espace, habité jusqu'au siècle dernier par les populations tribales a été progressivement transformé par le développement de la caféiculture, initiée par les Britanniques, et par l'exploitation de ses ressources en bois.

Si la nécessité d'un couvert forestier pour la culture du caféier a limité la destruction de la forêt originelle, on assiste cependant à une transformation de sa composition. En effet, peu à peu les espèces locales sont remplacées par des espèces exotiques à croissance rapide, facilement commercialisables. Ainsi, la forêt privée d'où étaient extraits divers produits d'autoconsommation se transforme en plantation de produits d'intérêt économique. Parallèlement, la forêt d'État est soumise à de nombreuses transformations. Son exploitation par les services forestiers conduit le plus souvent à remplacer le couvert d'origine par des plantations monospécifiques d'arbres exotiques à croissance rapide. En outre, et en raison de la disparition quasi-totale des forêts privées ou communales, ses richesses subissent d'importantes extractions, parfois illégales (empiètements pour l'expansion des plantations de caféiers, extraction de bois ou de produits forestiers secondaires).

La région du Kodagu se trouve aujourd'hui dans une situation critique où, alors que la conscience de la nécessité de préserver les richesses forestières est exprimée par l'ensemble de la population, l'accroissement des besoins et l'ouverture du district limitent les possibilités de restrictions quant à l'utilisation des produits forestiers.

Abstract

To Whom Does the Forest Belong ? Managing the Forest in the Coorg Mountains, Southern India.

The tropical mountains of Coorg are known for their dense and varied forests. These forests used to be inhabited by tribal populations. They were slowly transformed, converted into coffee plantations (coffee plants were first introduced by the British), and degraded by wood exploitation.

Since coffee plants require shade, the original tree cover has not been completely destroyed on the plantations. However, it has been transformed : the indigenous species are being replaced by more profitable exotic fast-growing species. Privately-owned forests where people used to collect and cultivate various products, are thus becoming commercial forest developments. Government forest reserves are also turned into mono-specific plantations of exotic species. Moreover, due to the disappearance of privately- or community-owned forests, forest reserves are being increasingly encroached upon (for the purpose of coffee growing and the extraction of timber or other forest products).

The situation in Coorg is alarming. Even though most people are concerned about the need for forest conservation, the opening up of the district and the increasing needs in forest products make major restrictions impossible.

Appropriation et organisation de l'espace forestier dans le Kodagu, montagne du sud de l'Inde

Béatrice MOPPERT

Doctorante, Dynamiques des Milieux et des Sociétés dans les Espaces Tropicaux - DYMSSET,
Institut de Géographie, Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, 33607 Pessac Cédex
mél : moppertb@yahoo.com

Mots-clés : Inde du Sud, Ghâts occidentaux, Kodagu, Agroforesterie, Café, Socio-écologie.

Résumé : Pays de moyenne montagne tropicale, le Kodagu est réputé pour la densité et la richesse de ses forêts. Cependant, cet espace, habité jusqu'au siècle dernier par les populations tribales a été progressivement transformé par le développement de la caféiculture, initiée par les Britanniques, et par l'exploitation de ses ressources en bois.

Si la nécessité d'un couvert forestier pour la culture du caféier a limité la destruction de la forêt originelle, on assiste cependant à une transformation de sa composition. En effet, peu à peu les espèces locales sont remplacées par des espèces exotiques à croissance rapide, facilement commercialisables. Ainsi, la forêt privée d'où étaient extraits divers produits d'autoconsommation se transforme en plantation de produits d'intérêt économique. Parallèlement, la forêt d'État est soumise à de nombreuses transformations. Son exploitation par les services forestiers conduit le plus souvent à remplacer le couvert d'origine par des plantations monospécifiques d'arbres exotiques à croissance rapide. En outre, et en raison de la disparition quasi-totale des forêts privées ou communales, ses richesses subissent d'importantes extractions, parfois illégales (empiètements pour l'expansion des plantations de caféiers, extraction de bois ou de produits forestiers secondaires).

La région du Kodagu se trouve aujourd'hui dans une situation critique où, alors que la conscience de la nécessité de préserver les richesses forestières est exprimée par l'ensemble de la population, l'accroissement des besoins et l'ouverture du district limitent les possibilités de restrictions quant à l'utilisation des produits forestiers.

Introduction

«In the villages of Yavakapadi, Chelavara, Karada and Palangala, indeed, the Kodagus are entirely dependent on the Kudyas or toddy drawers, who live in the malle¹, for the boundaries of the different tracts. The owners do not know the

way about even the malles nearest to their own. They have to call a Kudya as guide. The Kudyas are a tribe who live in the Ghat forests, where they exist chiefly on toddy, i.e. the juice of the baine palm (Caryota urens) which they exchange with

the Coorgs for rice, etc., the rate being one seer of paddy for one seer of toddy. They work in the cardamom gardens and some of them also in the Coorgs farms, when they are driven out by stress of weather and leeches from their own huts. Even the women climb trees and the babies are given the fresh toddy from the trees after they are seven months old. The wife of the headman when we passed, was nursing a monkey and her baby at her breasts, while one of my guide was more than suspected of having got rid of one of his wives by throwing her into a jungle stream during the monsoon...»²

Cette description, à la fois méprisante et fascinée, de la communauté des Kudya fut écrite au début du siècle par un officier britannique, commissaire de la province du Coorg³. Elle situe le contexte de cette étude en révélant les relations intercommunautaires et la diversité des attitudes quant à la représentation et l'utilisation du milieu forestier.

Le caractère inaccessible des forêts du Kodagu, ressenti dans ce témoignage, est le résultat combiné des caractéristiques topographiques et bioclimatiques de cette région de montagne appartenant à la chaîne des Ghâts occidentaux (fig. 1). Longeant la côte ouest du sud de l'Inde, cette région montagneuse présente un grand escarpement très abrupt sur son versant occidental, directement soumis à la mousson du sud-ouest, tandis qu'elle s'étend plus progressivement à l'est vers le plateau du Deccan. Le Kodagu, par ses frontières, est entièrement intégré à cette formation et possède une altitude moyenne de 1 000 m, avec un relief cependant moins accidenté vers l'est. Son exposition à la mousson entraîne un important gradient de précipitations, allant de 6 000 mm sur le versant occidental à 2 000 mm à l'extrémité orientale du district. Les trois principaux types forestiers qui en

découlent sont successivement, d'ouest en est, la forêt dense humide sempervirente, la forêt décidue humide et la forêt décidue sèche (PASCAL, 1984). Si la forêt sempervirente possède aujourd'hui encore une des plus grandes diversités au monde (MYLERS, 1988), la forêt décidue humide a été complètement convertie en plantations de caféiers et une grande partie de la forêt décidue sèche en plantations de teek. Le récit de la visite réalisée en 1900 par le commissaire du Coorg dans des villages de la zone de forêt dense humide sempervirente montre à quel point l'inhospitalité de ces forêts les préservait encore, plus de 60 ans après l'annexion de cette province, de toute autre occupation humaine que celle des populations tribales. En outre, les richesses de ces forêts, à l'exception de quelques épices, ne possédaient pas de valeur commerciale à l'époque, ce qui explique la méconnaissance de ce milieu exprimée autant par les colons que par les Coorgi (ou Kodava)⁴. Plus récemment, en revanche, ces richesses ont suscité un intérêt grandissant. La majorité des espèces d'arbres, rencontrées dans ces forêts, produisent un bois mou, dont l'utilisation pour la fabrication de contre-plaqué, initiée dans les années 1960, prend une ampleur en contradiction extrême avec la nécessité de préserver le couvert forestier. En outre, l'expansion de la caféiculture contribue à leur appauvrissement progressif.

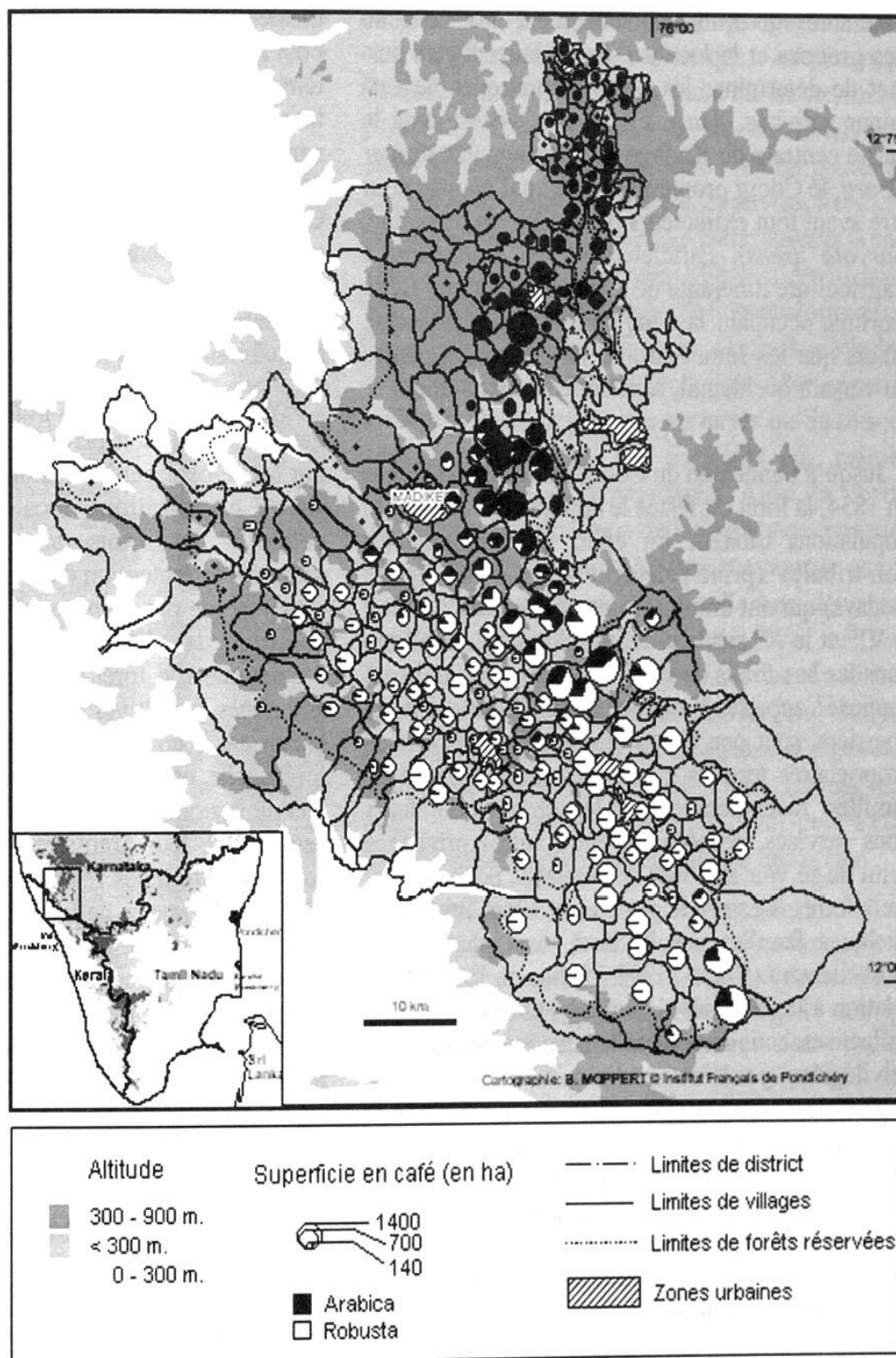
Retracer l'historique de l'appropriation de ce milieu nous a donc semblé intéressant pour comprendre comment, par une succession d'adaptations aux conditions mouvantes du milieu, l'organisation actuelle de l'espace forestier exprime les choix et les motivations de ses utilisateurs. Elle permet, en outre, de mettre en évidence les problèmes rencontrés dans l'élaboration d'un mode de gestion correspondant à la fois aux attentes des groupes concernés et à une utilisation durable des ressources.

I - Les droits sur la forêt : élaboration d'un partage difficile

Peu accessible en raison de sa topographie et de la densité de sa végétation, le Kodagu est resté isolé au fil de son histoire et, bien que dépendant de la présidence de Madras, il constituait une province indépendante jusqu'à la réorganisation des États en 1956, depuis laquelle il constitue un dis-

trict du Karnataka. La composition de sa population actuelle (d'une densité de 120 hab. km², relativement faible pour l'Inde) est le résultat de vagues d'immigration successives, initiées tardivement. Les relations avec les régions alentours se sont longtemps limitées à des échanges commer-

Figure 1 :
Expansion du café dans le district de Kodagu.
(Les plus faibles superficies correspondent aux villages où le café a été le plus récemment introduit).



Source :
Carte du
Census of
India, 1981 ;
Données du
Coffee Board,
Bangalore,
1993 ; Fonds
DCW.

ciaux et, outre les phénomènes liés aux besoins de main-d'œuvre dans les plantations de caféiers, les mouvements migratoires récents sont assez faibles (FOLKE, 1966). Ainsi, les ressources forestières ont été appropriées successivement, mais de manière différente, par les populations tribales, premiers habitants de la forêt, les communautés rizicultrices et caféicultrices et le gouvernement, colonial puis indien.

A. Naissance du conflit entre l'État et les populations tribales

Bien que les premières traces d'activités humaines identifiées dans les montagnes du Kodagu datent du début de l'ère chrétienne, il semble que certaines communautés tribales y étaient présentes quelques siècles avant J.-C. (SURYANATH, 1993). Diverses spécialités dans les domaines de la chasse, la cueillette et l'agriculture

itinérante sur brûlis caractérisaient alors chacun des groupes et la localisation de leurs foyers permet de déterminer les lieux de pratiques de certaines activités. Ainsi, les Kudya, vivant dans la partie centrale du Kodagu (parfois appelée *proper Coorg*, le Coorg proprement dit), sont connus pour être avant tout extracteurs de *toddy* (vin de palme, *Caryota urens*). Parallèlement, les références à l'agriculture itinérante ne s'adressent qu'aux Betta Kuruba, occupant la zone de forêt décidue sèche, tandis que les Jenu Kuruba, vivant sur les pentes du versant occidental, sont collecteurs de miel.

Jusqu'à l'annexion du Coorg par les Britanniques en 1834, la forêt est restée le domaine privilégié des populations tribales. En effet, les communautés non-tribales (principalement les Gowda et les Kodava) qui ont immigré dans ces montagnes entre le VI^e et le X^e siècle y ont développé la riziculture dans les bas-fonds de vallées. Les Kodava, qui sont supposés appartenir originellement à une caste de guerriers, sont peu à peu devenus les plus grands propriétaires terriens : certaines de leurs grandes familles, récompensées par les *Rajas*⁵ pour leurs bons services, possédaient entre autres privilèges celui de se voir attribuer des esclaves pour cultiver leurs terres. Ces privilèges étaient aussi attribués à quelques familles non-Kodava, mais plus exceptionnellement (VIJAYA, 1992 ; SRINIVAS, 1952). Si la relation à la forêt des riziculteurs était limitée à la collecte essentiellement de bois de feu, les familles privilégiées, par l'intermédiaire de leurs esclaves, exploitaient commercialement certains produits tels que la cardamome, le poivre et des résines (SURYANATH, 1993). Il est à noter que ces produits forestiers ne pouvaient être vendus que par l'intermédiaire des *Rajas*, ce qui montre que l'exploitation commerciale des richesses forestières n'a jamais directement profité aux populations tribales.

À leur arrivée, les colons britanniques se trouvent en possession d'un milieu nettement plus organisé dans l'espace cultivé que pour la forêt. En effet, le système de taxe foncière instauré par les *Rajas*⁶ s'appliquait essentiellement aux rizières. Les rares titres accordés à des parcelles forestières (tels que les *malles*) ne donnaient aucun droit de propriété mais seulement d'usage aux familles qui y cultivaient la cardamome, le reste de la forêt étant considéré comme terres communes. L'annexion du Coorg, souhaitée par la population

locale pour se libérer de l'autorité des *Rajas*, avait pour condition *sine qua non* le maintien de ce système foncier, ce qui n'a fait aucune entrave aux intentions des Britanniques de développer une agriculture de plantation et l'exploitation de bois d'œuvre, comme le teck et le bois de santal. Offrant des conditions particulièrement favorables au développement de ces activités, la région a ainsi vu sa forêt commencer à disparaître dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, aux dépens de ses habitants.

Aujourd'hui, si les populations tribales ont gardé leur relation privilégiée à la forêt, elles en ont totalement perdu le monopole. Alors que plusieurs organisations locales et internationales défendent les droits de ces communautés, les mesures de protection de la forêt ne leur accordent toujours que peu d'importance. Certaines familles possèdent dans le meilleur des cas des parcelles de 3 acres dans la forêt sempervirente, où elles sont autorisées à cultiver de la cardamome, mais en aucun cas à couper les arbres. Dans les zones de forêt sèche, en revanche, elles en ont été expulsées. L'exploitation des produits forestiers secondaires, censée être leur première source de revenus, est soumise à de telles restrictions au niveau de l'extraction comme à celui de la commercialisation que beaucoup préfèrent travailler en tant qu'ouvriers agricoles ou gardes forestiers. Ainsi, leur connaissance du milieu forestier est détournée au profit des propriétaires de plantations de cardamome et des services forestiers.

B. La protection du couvert forestier, une affaire d'État

Dès le milieu du XIX^e siècle est née une conscience, prétendue conservatrice, de la nécessité de protéger le couvert forestier. On entend déjà parler à l'époque des conséquences des déboisements excessifs, à savoir l'érosion, le manque d'eau ou l'invasion d'insectes et de plantes comme le *Lantana* (POUCHEPADASS, 1993). Ainsi, en 1865, par le *Reserve Forest Act*, toutes les terres non officiellement appropriées sont classées en forêts réservées. À la fin du siècle, 40 % de la superficie du Kodagu était classée forêt réservée, aujourd'hui elle n'est plus que de 32 % (SURYANATH, 1993). Cependant, les raisons qui ont poussé les administrateurs anglais à protéger les forêts n'étaient peut-

être pas purement conservatrices. Preuve en est la différence de gestion entre les forêts sèches, auxquelles appartiennent le teek et autres arbres à bois durs et les forêts sempervirentes dont les richesses n'étaient pas connues à l'époque. En effet, les restrictions qui portaient sur les forêts sèches étaient beaucoup plus strictes et c'est ainsi que l'agriculture itinérante, pratiquée essentiellement dans ces forêts, a été abolie. On peut penser aussi, comme le note J. POUCHEPADASS (1993), qu'en interdisant les activités des agriculteurs itinérants, les colons s'offraient de la main-d'œuvre pour travailler dans les plantations de café. En revanche, dans les forêts sempervirentes, la culture de la cardamome ou même celle des caféiers était encouragée, comme en témoignent la présence ancienne de grandes plantations à l'intérieur des forêts réservées.

Après l'Indépendance de l'Inde en 1947, la législation forestière, s'appliquant aux forêts réservées comme au couvert forestier des propriétés privées, est restée à peu de choses près telle que les Britanniques l'avaient instaurée. Ainsi, la politique forestière actuelle impose des mesures strictes de protection, mais vise parallèlement à en exploiter les richesses. Un renforcement notable de ces mesures, apparu dans les années 1970, concerne d'une part les forêts humides sempervirentes, de plus en plus convoitées et d'autre part, des zones de forêts sèches protégées pour leur faune et récemment classées en parc national.

Dans les propriétés privées, le couvert forestier est soumis à une législation particulière, notamment sur les terres *jamma*, privilégiées du temps des *Rajas*. Ce titre attribué à certaines familles en échange de services militaires, s'appliquait aux rizières et leur offrait l'avantage de ne payer que la moitié des taxes. En outre, afin de subvenir aux besoins en bois de feu et en engrais pour les rizières, chaque famille avaient des droits sur une parcelle de forêt *jamma hane*, d'une superficie au maximum égale à deux fois celle de la rizière (BADEN POWELL, 1892). Les droits accordés sur ces terres, soumises à aucune taxe, n'offrait que la propriété du sol, et non celle de ses richesses. Ce

privilège d'avoir un droit d'usage gracieux s'est plus tard transformé en contrainte, lorsque s'est développé l'intérêt commercial du bois. Aujourd'hui encore, dans la plupart des terres *jamma hane*, la propriété des arbres, si elle n'a pas été rachetée, demeure celle du gouvernement. Leur exploitation, gérée par les services forestiers, est ainsi soumise à des restrictions particulières et la plus grande part des bénéfices revient à l'État. L'identification et la classification systématiques de l'ensemble des terres du Kodagu, n'ayant été réalisées qu'à la fin du siècle dernier et donc par les colons souhaitant développer la caféiculture, on devine que les terres qu'ils se sont appropriées n'étaient pas soumises aux mêmes restrictions que les terres *jamma*. Ainsi, la liberté de jouir de l'exploitation du bois dans ces propriétés n'a longtemps eu de limites que pour la coupe et la vente de certaines espèces d'arbres déclarées propriété d'État. Cependant, en 1976, le *Tree Protection Act* imposait, sur toutes les terres privées, l'obtention d'une autorisation pour couper les arbres, à l'exception d'une dizaine d'espèces à croissance rapide et depuis 1993, hormis ces espèces, toute coupe est interdite, sauf pour l'établissement de nouvelles plantations de caféiers.

Si l'ensemble de ces mesures ont permis de préserver en partie la forêt privée, la situation actuelle montre les limites de leur efficacité. Avec l'intérêt grandissant porté aux caféiers (fig. 1) et l'apparition de nouvelles variétés nécessitant moins d'ombre, les planteurs cherchent par tous les moyens à éclaircir leur couvert. Passée l'étape légale de l'élimination d'un certain nombre d'arbres en fonction de la densité du couvert, le planteur peut essayer de soudoyer le responsable forestier, ou chose plus facile et moins coûteuse, il fait progressivement mourir ses arbres en les élaguant à l'excès. En outre, l'utilisation récente pour la fabrication de contre-plaqué des bois de la forêt sempervirente incite dans cette zone à convertir les plantations de cardamome en caféiers, uniquement pour avoir l'autorisation d'éclaircir le couvert forestier et tirer d'énormes bénéfices de la vente de ces arbres.

II - Les richesses forestières, leur domestication et leur utilisation

Contrairement à de nombreuses régions forestières, où les besoins en bois de la population sont

en grande partie responsables de la disparition progressive du couvert forestier, le Kodagu subit des

pressions anthropiques d'autre nature. L'impact le plus important est celui du développement des plantations de caféiers qui prennent une ampleur croissante, notamment depuis la libéralisation du marché du café qui a largement doublé les revenus des planteurs. En effet, ce marché était sous le contrôle de l'État jusqu'en 1992, date à laquelle le processus de libéralisation (achevé en 1996) a commencé (cf. S. ROBERT, 1997). Cependant, l'utilisation secondaire des ressources forestières a un rôle non négligeable dans cette région où la dispersion et l'organisation étagée des propriétés ont permis un accès individuel à la forêt. En effet, l'habitat dispersé, caractéristique des villages du Kodagu, est organisé en unités indépendantes comprenant la rizière, surplombée successivement par l'espace habité (maison et jardin), la plantation de caféiers et, quand elle n'a pas été complètement transformée, la forêt (photo 1).

A. Les ressources en bois

En raison de la richesse des forêts et d'une densité de population relativement faible, les besoins journaliers en bois de feu ont globalement toujours été satisfaits, dans le Kodagu. En outre, l'accès individuel à cette ressource limite le problème de leur gestion commune⁸, contrairement à beaucoup

d'autres régions de l'Inde, y compris de montagne. D'un bout à l'autre du district, cependant, la disponibilité en bois est très variable et dans certains villages de la zone de forêt sèche, la distance entre la source de bois et l'habitation est de plus en plus grande et ne peut plus être parcourue quotidiennement à pied. Certains habitants ont alors recours au transport par camion, qui est réalisé 2 ou 3 fois dans l'année, mais beaucoup n'en ont pas les moyens et les forêts de proximité, qu'elles soient privées, réservées ou sacrées s'appauvrissent de jour en jour. Pour parer à ces besoins, mais aussi à ceux de la population urbaine de plus en plus importante, le bois de feu commence à être commercialisé par le gouvernement ou par les planteurs qui exploitent leurs arbres d'ombrage.

La situation est nettement différente en ce qui concerne le bois d'œuvre (tabl. 1). D'un côté, le département forestier établit sur de très grandes superficies des plantations d'arbres à haute valeur commerciale, exotiques ou indigènes, mais le plus souvent en monoculture. Par ailleurs, dans les parcelles les plus isolées, donc les moins perturbées, les arbres dont le bois sert pour la fabrication de contre-plaqué sont victimes depuis quelques années de pillages à grande échelle. Ces phénomènes présentant l'impact le plus lourd sur les réserves forestières constitue un problème majeur dans le district.

	Bois de feu	Bois d'œuvre
Type d'arbre	Exotique à croissance rapide	Indigène à croissance lente
Lieu de production	Forêt privée ou terres communes	Forêt réservée
Type d'extraction	Collecte quotidienne	Coupe ponctuelle
Exploitants	Population locale compagnies privées	Département Forestier,
Utilisation	Consommation locale	Vente, export
Quantité extraite	Fonction des besoins locaux	Fonction du marché
Prix de vente	Bas	Élevé
Part dans les bénéfices du Département Forestier (AKBARSHA, 1987)	2 %	70 %

Tableau 1 :

Comparaison des modalités d'extraction du bois de feu et du bois d'œuvre



Photo 1 :

Paysages du Kodagu, avec les rizières en bas-fond et la forêt de plus en plus cultivée sur les versants. Au centre, un espace protégé, le bois sacré.

B. Les produits forestiers secondaires

Dans le discours sur la nécessité de conserver la biodiversité dans les forêts tropicales humides, l'idée de l'existence d'un capital de plantes utiles non identifiées est un des points forts et a engendré l'intérêt croissant que portent aussi bien la communauté scientifique internationale que celle des consommateurs sur les produits forestiers. Parallèlement au souci de protection est donc né le désir de jouir de ce capital nouvellement considéré comme planétaire. Dans notre zone d'étude, l'exploitation de ces produits montre l'importance et le rôle des différents acteurs (producteurs, marchands et gouvernement) qui y sont impliqués.

L'extraction des produits forestiers secondaires est limitée à un espace — la forêt peu ou pas perturbée (d'État ou privée) — et à un groupe humain — les populations tribales. De ce mariage de longue date résulte une connaissance profonde du milieu et de l'utilisation des espèces. La dynamique relative aux choix et à la quantité des produits

extraits est, quant à elle, guidée par la demande et les moyens de commercialisation. Ainsi, à partir du moment où la cueillette n'était plus uniquement destinée à leur propre consommation, mais aussi au commerce, les populations tribales, dépendantes dans un premier temps des Kodava, puis des Britanniques, le sont aujourd'hui des sociétés coopératives ou des marchands privés.

Une liste d'une centaine de produits secondaires existant dans les forêts du Kodagu est présentée dans le dernier plan d'aménagement forestier (1987) et comprend des fibres, graines à huile, tannins, teintures, gommes, résines, caoutchouc, produits médicinaux, épices, fruits comestibles, et divers produits tels que le miel. Cependant, le nombre de produits dont le prélèvement est autorisé est nettement plus faible (22 seulement d'après le plan d'aménagement datant de 1987, porté à 42 en 1992 pour la coopérative visitée, située dans la zone de forêt humide sempervirente) et seule une partie de ces produits est réellement susceptible d'être commercialisée (tabl. 2).

Nom français ou local	Nom latin	Partie utilisée	Utilisation
miel et cire d'abeilles seegekai cannelle	<i>Acacia concinna</i> <i>Cinamomum zeylanicum</i>	gousse écorce	produit alimentaire et médicinal détergent épice
amla, nellikai	<i>Emblica officinalis</i>	fruit	produit médicinal, condiment
kodampulli	<i>Garcinia cambodgia</i>	fruit	condiment, produit médicinal
rampatre	<i>Myristica malabarica</i>	arille fruit	colorant huile
poivre sauvage	<i>Piper longum</i>	fruit	épice
antawala	<i>Sapindus emargiatus</i>	gousse	détergent
tamarin	<i>Tamarindus indica</i>	gousse	condiment
dhupa	<i>ateria indica</i>	résine fruit	encens huile

Tableau 2 :

Liste des principaux produits commercialisés par les sociétés coopératives

Dans ce plan d'aménagement, en outre, une mention particulière est faite sur la collecte des produits forestiers secondaires, en insistant d'une part sur leur intérêt commercial et d'autre part sur la nécessité d'une coopération entre les populations tribales et les services forestiers de manière à ce que l'exploitation de ces produits soit durable. Cependant, le bénéfice de ces produits ne représente que 1,5 % du total des revenus forestiers de l'État, contre 75 % pour le bois d'œuvre et la part attribuée aux projets de développement pour les tribus et castes répertoriées¹ représente 5 % des dépenses totales. Ces chiffres montrent l'orientation sociale plus qu'économique d'une telle politique, dont le rendement est négatif. Le problème alors, ne réside plus tant dans la valeur des investissements, mais dans leur partage entre les différents acteurs investis. Les sociétés coopératives qui ont vu le jour il y a une vingtaine d'années, en accord avec la politique de développement économique du V^e plan quinquennal, ont pour fonction principale d'organiser la commercialisation des produits, mais sont aussi censées sécuriser financièrement les populations tribales (SHARAWHONDRA & JAGANNATH, 1990). Les limites de l'efficacité de ces sociétés sont régulièrement avancées tant par les tribaux que

par les gérants de la société. L'agent collecteur, intermédiaire entre les extracteurs et la société, a ici un rôle très important. Appartenant lui même à la communauté tribale, il instaure bien souvent une relation de dépendance, en offrant des prêts, contre lesquels il fait descendre au plus bas les prix d'achat des produits, revendus à un prix fixe à la société. L'inefficacité de ces coopératives est évidente, lorsqu'on entend que les tribaux préfèrent s'endetter auprès du collecteur ou des commerçants locaux plutôt que de bénéficier des prêts et des produits subventionnés offerts par la société. Ils vendent, en outre, une partie de leurs produits à des marchands privés, qui savent offrir un prix tout juste plus élevé mais aussi, selon certains témoignages, une sécurité par rapport aux risques de mauvaise récolte, par le biais d'une relation de confiance très ancienne.

Dans un but autre que commercial, l'utilisation des produits forestiers secondaires, bien que diminuant, concerne l'ensemble de la population et en particulier, les petits planteurs qui préservent ou plantent certaines espèces offrant des produits d'autoconsommation.

C. L'arbre dans l'espace cultivé

Initialement couvertes de forêt, les montagnes du Kodagu voient leur capital arboré certes régresser mais aussi se modifier et révèlent ainsi une véritable dynamique spatiale de la place et du rôle de l'arbre dans l'écosystème habité.

Les premières formations végétales effacées par les activités humaines sont celles des bas-fonds de vallées, aménagées en rizières. Depuis l'introduction du caféier, leur superficie a comparativement peu augmenté et tend même à diminuer, en raison de son intérêt économique décroissant. L'abandon progressif de la riziculture fait naître un espace à reconquérir. Si certaines rizières sont simplement abandonnées, les essais de conversion sont divers : gingembre, mûrier à soie, piment ou cultures associées, mais aucun de ces choix ne semble encore faire l'unanimité parmi les agriculteurs. Ainsi, la rizière, autrefois prédatrice, se voit maintenant parfois accueillir un nouveau couvert végétal constitué de quelques espèces associées (le plus souvent du caféier ou de la cardamome, sous ombrage d'aréquiers ou de *Grevillea robusta*). Parallèlement, la présence de l'arbre peut être notée dans certaines rizières, en haie ou sur des

superficiés plus importantes, constituées de bois sacrés¹⁰, préservés pour des motifs religieux. L'organisation étagée des exploitations se retrouve dans toutes les parties du district, avec néanmoins quelques variations liées à la topographie, la localisation ou l'histoire individuelle de ces propriétés. Ces différents facteurs jouent un rôle important dans la répartition, le maintien ou la disparition de l'arbre dans les propriétés privées, mais de manière générale on observe une régression du couvert d'origine, de l'espace habité vers la forêt. En revanche, l'arbre utile est maintenu ou planté et sa position dans l'exploitation est fonction de la fréquence et du but de son utilisation. L'ombre nécessaire au caféier est de loin la motivation première du maintien du couvert forestier et le choix des espèces se fait d'abord en fonction de leur intérêt commercial. Ainsi, les arbres à croissance rapide, ceux qui possèdent un tronc adapté au support du poivre et quelques fruitiers sont d'abord sélectionnés qu'appartenant à des espèces exotiques, leur exploitation n'est soumise à aucune restriction (tabl. 3). On comprend alors aisément l'évolution de la composition du couvert forestier des plantations de caféiers qui s'appauvrit en espèces indigènes¹¹.

Nom français ou local	Nom latin	Usage	Origine
Mangeem	<i>Acacia mangium</i>	bois de feu, support du poivre	exotique
Balanji	<i>Acrocarpus fraxinifolius</i>	bois d'œuvre, support du poivre	indigène
Jacquier, halasu	<i>Artocarpus heterophyllus</i>	bois d'œuvre, fruits	indigène
Baine	<i>Caryota urens</i>	toddy	indigène
Mandarinier, kittale	<i>Citrus medica</i>	fruits	exotique
Bois de rose, bitti	<i>Dalbergia</i> sp.	bois d'œuvre	indigène
Dadaps	<i>Erythrina</i> sp.	bois de feu	exotique
Athi	<i>Ficus</i> sp.	bois de feu	indigène
Silver oak	<i>Grevillea robusta</i>	bois de feu, support du poivre	exotique
Manguier, mavu	<i>Mangifera indica</i>	fruits	indigène
Avocatier	<i>Persea americana</i>	fruits	exotique
Bois de santal	<i>Santalum album</i>	bois d'œuvre	indigène
Teck	<i>Tectona grandis</i>	bois d'œuvre	indigène

Tableau 3 :

Espèces d'arbres les plus fréquentes dans les plantations (La plupart des espèces indigènes ne sont pas plantées et sont progressivement remplacées).

Exprimant à la fois une régression et une tendance à la monospécificité, la dynamique globale du couvert forestier dans le Kodagu montre l'in-

vestissement et la responsabilité de l'État dans la population dans son élaboration.

III - Les relations intercommunautaires et la gestion de la forêt

Elément fondamental du milieu des montagnes des Ghats, le couvert forestier est sujet à différents modes de perception et de gestion par les différentes communautés qui l'habitent, l'utilisent et, plus difficilement, le partagent. La conscience de la nécessité de le protéger n'est pas une idée nouvelle et certains voient dans la préservation pré-coloniale des bois sacrés l'existence de modèles indigènes de conservation (GADGIL, 1998). À l'inverse, KRAM (1996) et FREEMAN (1994) qui se sont intéressés à ces bois sacrés respectivement dans le Kodagu et dans un district frontalier du nord du Kerala, insistent sur l'attitude avant tout prédatrice de l'homme sur le milieu forestier. Ces différentes idées montrent la complexité de la gestion de ce milieu qui fait intervenir des facteurs sentimentaux autant qu'économiques.

A. La propriété comme sentiment d'attache à la terre

Les modes d'exploitation du milieu impliquant une gestion à long terme sont souvent mis en relation avec la nécessité d'une sécurité quant à la propriété foncière. Dans le Kodagu, si la forêt appartient en grande partie à l'État, la forêt privée est encore très présente et les différences d'attitudes quant à la gestion du couvert forestier montrent comment plus qu'un titre, la propriété possède une valeur sentimentale, pouvant influencer les relations entre l'homme et son milieu.

Expulsées de leur milieu, les populations tribales gardent avec la forêt une relation très forte exprimant un sentiment à la fois d'appartenance et de propriété. Si certains affirment que leurs connaissances incluent des notions de gestion durable des ressources forestières, par des méthodes d'extraction contrôlée, la situation actuelle montre que ces préoccupations sont aujourd'hui secondaires. En effet, les contraintes économiques prennent souvent le dessus, car les sociétés coopératives, mises en place par le gouvernement leur permettent, certes, de vendre certains produits forestiers, mais l'alternative qu'elle présente demeure trop limitée pour répondre à leurs besoins. Si la plupart travaillent dans les plantations de caféiers ou de cardamome, le caractère onéreux et peu lucratif de ces diverses sources

de revenus a un faible poids dissuasif envers les activités de contrebande. Non officiellement bien sûr, on entend alors de plus en plus souvent parler de leur participation dans les extractions illégales de bois et de produits forestiers¹². Ainsi par exemple, la collecte de la résine du Dhupa (*Dalbergia indica*, l'une des espèces les plus importantes en nombre d'individus dans les forêts sempervirentes, selon PASCAL, 1984) se fait normalement par saignée et donc durablement. Cependant, la demande ayant considérablement augmenté ces dernières années, les collecteurs s'orientent (malgré eux ?) vers une stratégie à court terme en coupant ces arbres pour en récolter toute la résine d'un coup. Privées de tous droits de propriété et d'usage sur la forêt, les populations tribales semblent désormais n'envisager que des stratégies à court terme pour la gestion de ce milieu qu'elles habitent.

Dans le cas des propriétaires de terres *jamma*, les privilèges accordés par les *Rajas*, tels que le droit au port d'armes et le fait que les terres devaient être cultivées par des esclaves attachés à chaque propriété familiale, ont contribué à l'élaboration de l'identité de ce groupe représenté en grande partie par des Kodava¹³. Ne pouvant être ni cédées ni partagées, ces terres restaient propriété commune de la famille élargie et avaient à leur tête l'homme le plus vieux de la famille. Si aujourd'hui les familles se sont dispersées, soit à l'intérieur du district soit, ce qui est de plus en plus courant, à l'extérieur, l'attachement à la maison ancestrale est encore très fort et l'ensemble de la famille s'y réunit plusieurs fois par an. Au sein de la propriété, la partition de ces terres étant devenue chose courante, on voit souvent s'accroître le nombre de maisons autour de celle des ancêtres, mais bien qu'autorisée depuis peu, la vente de ces terres reste peu envisageable pour la plupart de ces propriétaires et ne se fera qu'en situation extrême après avoir vendu les terres non *jamma*. Ils reconnaissent alors avoir des attitudes différentes quant à la gestion des terres *jamma* où les efforts à long terme sont plus facilement envisagés que sur des terres récemment achetées et susceptibles d'être revendues. Ainsi, la plantation d'arbres à croissance lente et l'élaboration d'un couvert forestier équilibré et favorable à la culture du caféier, se font prioritairement sur les terres *jamma* alors que dans les zones où le couvert forestier est encore

très important. L'établissement de plantations de cafés n'est qu'une excuse pour tirer un bénéfice rapide de la coupe des arbres (photos 2 et 3). Ces différences d'attitude sont accentuées par le fait

que sur les terres *ambro*, les propriétaires de la plantation des arbres reviennent en grande partie au gouvernement.



Photo 2 :

Éclaircie d'une forêt privée dans la zone de forêt humide sempervirente, sous le prétexte de l'établissement d'une plantation de café, mais principalement pour l'exploitation de bois d'œuvre.



Photo 3 :

Plantation de café sous couvert d'arbres fortement élagués, sur les versants.

... cette année productrice, de plus en plus communément attribuée à des personnes étrangères au district, est, chose plus sûre, celle de grands investisseurs et montre comment les motivations à court terme peuvent limiter les intentions de conservation à long terme. En effet, plusieurs associations revendiquant l'indépendance du Kodagu, principalement menées par des Kodava, dénoncent comme principaux responsables de la disparition du couvert forestier des personnes étrangères au district, investies de différentes manières dans l'extraction des richesses de leur pays. Ils estiment en effet, que les entrepreneurs venant les déposséder de leurs terres n'expriment aucun respect pour ce milieu, dont ils veulent tirer des bénéfices rapides. Un cas récemment dévoilé par l'une de ces associations compromettait une famille kéralaise dans le déboisement illégal de plus de 20 ha de forêt réservée. La polémique qui a suivi cette affaire évoquant d'un côté l'évidence d'une attitude prédatrice de la part de ces étrangers et d'un autre celle d'un comportement discriminatoire de la part des Kodava. S'il est certain que, réalisé par un habitant du Kodagu, un tel crime aurait plus facilement été étouffé, cet exemple pose néanmoins la question de l'existence d'un lien entre appartenance et respect du milieu. Il montre, en outre, que, de toute évidence, la gestion des ressources forestières ne peut plus être perçue à l'échelle stricte du district.

Conclusion

Selon le *Karnataka State of Environment Report*, 40 % de la superficie des forêts protégées du Kodagu ont été dénudées entre 1960 et 1980. Parallèlement, avec l'expansion de la caféiculture, la forêt privée s'appauvrit de jour en jour et montre que les mesures de protection du gouvernement ont du mal à absorber les réalités de la situation économique du Kodagu. L'utilisation locale des

B. Le Kodagu, noyé dans le Karnataka

L'isolement du Kodagu avant et pendant la période coloniale peut en partie expliquer la singularité du développement économique de cette région. En effet, l'organisation sociale établie avant l'arrivée des Britanniques possédait des relations très limitées avec l'extérieur. Preuve en est la forte identité coorg exprimée par des coutumes vestimentaires et alimentaires, reconnues comme appartenant aux Kodava, mais largement répandues dans l'ensemble de la région (SRINIVAS, 1952). Exceptionnellement bien accueillis, pour avoir libéré la région de l'autorité des *Rajas*, les colons ont pu développer la caféiculture en collaboration étroite avec les Kodava, et ce jusqu'à l'indépendance en 1947. En outre, même s'ils ne cultivaient pas directement leur terre, tous les propriétaires étaient investis dans leur mise en valeur, comme en témoigne, dans le rapport de G. HALLER (1910), le fait que la catégorie des tenanciers n'existait pas dans le Kodagu. L'immigration se bornant aux besoins de main-d'œuvre dans les caféraies et les échanges commerciaux s'orientant largement vers l'export, le Kodagu a alors connu une croissance très rapide et un enrichissement exceptionnel. Cependant, certains voient dans la perte de son statut indépendant, lors de la réorganisation des États en 1956, les causes d'une décadence par l'ouverture excessive de cette province devenue district du Karnataka. Preuve en sont les inquiétudes, écologiques mais aussi et surtout économiques, des mouvements indépendantistes,

ressources forestières perdant de son poids face à l'ouverture du district, leur partage est de moins en moins équitable. La forêt du Kodagu se trouve ainsi dans une situation très instable, nécessitant une réorganisation pour permettre de concilier les besoins de sa population avec la nouvelle économie de marché.

Notes

1. Les milles sont des parcelles de forêts attribuées à certaines familles pour y cultiver la cardamome.
2. *Coorg Paper No. 70*, dated 28th of May 1900, from

G.F. MEIKLEJOHN, Commissioner of Coorg, Madikeri, to the Secretary to the Chief Commissioner of Coorg, Bangalore. Traduction de l'auteur :

- "Dans les villages de Navakapadi, Chelavara, Kararda et Palangala, en effet, les Coorgs sont entièrement dépendants des Kudya ou collecteurs de toddy, qui vivent dans la *malle*, pour les limites des différentes parcelles. Les propriétaires ne savent pas localiser les *malles* les plus proches de la leur. Ils doivent faire appel à un Kudya comme guide. Les Kudya sont une tribu, vivant dans les forêts des Ghâts, où ils vivent principalement de *toddy*, c'est-à-dire de jus du palmier baine (*Caryota urens*), qu'ils échangent avec les Coorgs, contre du riz, le taux étant d'un *seer* de riz pour un *seer* de *toddy*. Ils travaillent dans les plantations de cardamome et certains aussi dans les fermes des Coorgs, quand ils sont repoussés de leurs huttes par la pression du climat et des sangsues. Même les femmes grimpent aux arbres et leurs enfants sont nourris de *toddy* frais à partir de 7 mois. La femme du chef, quand nous sommes passés, nourrissait au sein un singe et son bébé, alors que l'un de mes guides était plus que suspecté de s'être débarrassé de l'une de ses femmes en la jetant dans une rivière pendant la mousson".
- 3.- Le terme Coorg est la forme anglicisée de Kodagu. En 1956, lors de la réorganisation des États, le nom officiel de Kodagu a été réattribué au district.
 - 4.- Coorgi, forme anglicisée de Kodava, terme désignant la principale communauté du Kodagu, fait référence à l'ensemble de la population du district.
 - 5.- Les Rajas sont les rois qui ont gouverné le Kodagu jusqu'à son annexion par les Britanniques en 1834.
 - 6.- Un code relatif à ce système foncier a été rédigé par le dernier Raja en 1811 : The Hukum Nama, traduit plus tard par A.J. CURVINGEN. Ses particularités ont suscité et suscitent encore l'attention de nombreux auteurs (BADEN POWELL, 1892 ; VIJAYA, 1991).
 - 7.- La cardamome, qui pousse dans les forêts humides et semperviventes, est récoltée dans beaucoup plus de sortes de forêts.
 - 8.- Les seules terres communales qui ont été défrichées en bois et au pâturage, sont les terres communales des Urudivas, dans la partie nord-est de l'ensemble du district. Les Rajas, ces terres ayant pu être défrichées, ont fait qu'il n'y avait plus de cardamome.
 - 9.- Traduction, comme dans les autres recensements Scheduled Castes, identifiant les castes, les tribus et les hors-castes, dans les recensements.
 - 10.- Au sujet des bois sacrés, voir le plan de M.A. KALAM, qui montre que les résidents du Sud sont dominants sur le caractère sacré des forêts, ce qui concerne leur protection.
 - 11.- Ces observations sont issues d'un projet de collaboration avec le Département de l'Écologie et de la Biologie Française de Pondichéry, dans le cadre d'un programme interdisciplinaire, intitulé "Caractères géographiques universels dans le contexte des changements et de la réhabilitation de l'écosystème".
 - 12.- Il est à noter que les forestiers d'Inde ne sont pas aussi investis dans ces affaires, mais cela ne nous n'est pas de blâmer quelque chose, car ils ont en compte des motivations qui ont été différentes de ces groupes dans leurs choix relatifs à l'usage du milieu. Ce problème fait en outre référence à un enjeu supplémentaire, celui des communautés limitrophes, le Kérala, dérangées, comme nous l'avons vu, par les organisés et donc les plus dangereux, mais également contrebande.
 - 13.- RICHER, en 1870, estime que si les collecteurs de jamma, 4 910 apparemment, ont collecté 1 000 kodava, et 1 244 à des familles, 2 000.

Orientation bibliographique

- BADEN-POWELL, BH. (1892).- *The Land Systems of British India (being a manual of the land tenure systems of Land revenue Administration prevalent in several provinces)*, Vol III, Book IV: *The raiyatwari and allied systems*, Oxford, Clarendon Press, 560 p.
- FOLKE, S. (1966).- Evolution of plantations, migration and population growth in Nilgiris and Coorg (South India). *Geografisk. Tidjskrift*, 65, pp. 198-239.
- FREEMAN, R. (1994).- Forests and the Folk. Perceptions of Nature in the Swidden Regimes of Highland Malabar. *Pondy Papers in Social Sciences*, 15, 35 p.
- GADGIL, M. (1998).- Conservation. Where are the people? *The Hindu Survey of the Environment*, 98, pp.101-137.
- HALLER, G. (1910).- *Revenue Settlement of Coorg*, Madikeri, Shakti Printers, 77 p.
- KALAM, MA. (1996a).- Sacred forests in the District of Karnataka (South India). *Forest survey*, *Pondy Papers in Social Sciences*, 17, 10 p.
- MONNIER, Y. (1997).- Appropriation spatiale de l'Inde du Sud et diffusion de la culture. L'exemple des districts du Coorg du Sud. SINGARAWÉLOU (Dirigeur de la revue *L'Environnement dans le Sud*, dirigée par DYMSEIL CRÉTEL, pp. 71-81, 1997, 14, 1, 1997).
- MOPPERI, B. (à paraître).- La production de cardamome dans le district du Coorg du Sud (Inde du Sud). Essai de typologie sociale et économique. SINGARAWÉLOU (dirigeur de la revue *L'Environnement dans le Sud*, dirigée par DYMSEIL CRÉTEL, 1997).
- MYERS, N. (1988).- Intactness of tropical typical forests. *The environment*, 19, 1, 1988, pp. 1-10.

- PASCOU, JP. (1984).- *Les forêts denses humides sempervirentes des Ghats occidentaux de l'Inde. Ecologie, structure floristique et succession*. Pondichéry, Institut français de Pondichéry (Travaux de la Section Scientifique et Technique, t. XXI), 365 p.
- POUMIER, H. de (1996).- *Étude de l'évolution des ombrières des catières dans le district du Coorg*. Formation des Ingénieurs Forestiers, mémoire de fin d'études, Nancy, 53 p.
- POUMIER, H. de ; FLOUARD, C. ; MOPPERT, B. (1997).- Structure and diversity of the canopy cover in coffee-based agroforestry systems, Coorg District, Karnataka, India. *In : Proceedings of the XI World Forestry Congress*, 13-22 Octobre 1997, Antalya, Turkey, p. 90.
- POUCHEPADASS, J. (1993).- Colonisation et changement écologique en Inde du Sud. La politique forestière britannique et ses conséquences sociales dans les Ghats occidentaux (XIX^e-XX^e siècles). *In : POUCHEPADASS, J. (dir.), Colonisation et environnement*, Paris, Société française d'Histoire d'Outremer, pp. 165-189.
- RICHTER, G. (1870).- *Gazetteer of Coorg*, New Delhi.
- SCHAR, P. (1986).- Les consommations de bois de feu dans un village du district du Coorg (Karnataka, Inde). *Bull. Assoc. Géogr. franç.*, pp. 299-309.
- SHARACHCHANDRA, L. ; JAGANNATH, R.J. (1996).- Whose Co-operatives and Whose Produce? The Case of LAMPS in Karnataka. *In : National Seminar on Rediscovering Co-operation*, Anand, Institute of Rural Management, pp. 92-105.
- SRINIVAS, MN. (1952).- *Religion and Society among the Coorgs of South India*, Londres, Asia Publishing House, 2e éd., 270 p.
- SURYNATH, U.K. (1993).- *Gazetteer of Kodagu District - Coorg, Karnataka State*, Government of Karnataka Publication, 832 p.
- TEWARI, DD. ; CAMPBELL, JY. (1996).- Intensification du développement des produits forestiers non ligneux en Inde : problèmes et considérations. *Unasyva*, 187 (47), pp. 26-31.
- VIJAYA, TP. (1991).- Inner Tensions in Jamma Tenure and their Impact on the Social Structure of Coorg (1800-1956), in Perspectives on Dakshina Kannada and Kodagu. *In : Mangalore University Decennial Volume*, Mangalagangothri, Mangalore University, pp. 73-94.
- VIJAYA, TP. (1992).- Aspects of slavery in Coorg in the Nineteenth Century. *Indica* (Heras Institute of Indian History and Culture), 29 (2), pp.107-122.

Documents officiels

Karnataka Forest Act, Bangalore (1986).

Karnataka State of Environment Report 1984-1985,

Letter N 701, dated 28th of May 1900, from G.F. MEIKLEJOHN, Commissioner of Coorg, Madikeri, to the Secretary to the Chief Commissioner of Coorg, Bangalore, File number 181, Old Records Office, Madikeri.

The Coorg Forest Manual, Bangalore (1957).

The Hukum Nama of Lingaraja Wodeyar, Raja of Coorg, 1811, Traduction et introduction de M. CURVINGEN (1911), Mercara, Coorg District Press, 35 p.

Working Plan for Kodagu Forest Division, Karnataka, 1987-96, By AKBARSHA, A. (1987), I.E.S., Mysore, 607 p. (2 vol.).

Presse locale

Kodagu Front et News Coffee Land, du 15 avril au 30 août 1998.

Malenadu Varthe, 1-15 mars 97, bimensuel en kannada.